

Lettre des Administrateurs salariés d'EDF SA

N°98
Septembre
2023

Parrainés par la FNME-CGT



Karine
GRANGER

Edito : L'heure du Bilan de notre mandature

Ce mandat initié en décembre 2019 a été marqué par la lutte contre le projet Hercule de démantèlement d'EDF, par la crise Covid et dernièrement par la crise énergétique et ses conséquences désastreuses sur l'entreprise, les citoyens et toute l'économie française.

Il marque le début d'une nouvelle ère, celle de la prise de conscience de l'importance du secteur énergétique. Car l'énergie est au cœur de la souveraineté énergétique et industrielle de la France, même si elles ont été mises à terre par les politiques européennes basées sur un libéralisme débridé. Les politiques nationales irresponsables ont, elles, variées au rythme des mandats gouvernementaux, sous couvert d'un pseudo verdissement, grossier et incompatible avec une transition énergétique maîtrisée, urgente et massive.

Ce mandat a mis en lumière ce que la FNME-CGT dénonce depuis 2004 : des marchés de l'électricité et leurs produits dérivés toujours plus complexes et opaques qui ont 3 conséquences majeures :

- **L'augmentation des tarifs** pour l'ensemble des catégories d'usagers avec d'énormes répercussions sur l'économie toute entière (et génératrice d'inflation et d'exclusion),
- **L'insuffisance d'investissements** sur les moyens de production ou d'infrastructures de transport et distribution, entraînant un marché tendu assis sur une pénurie durable sur les réseaux européens.
- **L'enrichissement d'acteurs privés** qui s'arrangent pour ne porter aucun risque, qu'ils soient industriels (ils ne produisent rien) ou de marché (par un lobbying auprès de la Commission européenne et des états membres).

Ce constat est désormais partagé par les députés de l'Assemblée Nationale au travers du rapport sur la souveraineté énergétique, mais aussi dans nombre d'examen en commissions parlementaires qui, à défaut d'être de véritables bilans de la dérégulation du secteur, montrent clairement les errances politiques du passé. Pourtant tous les citoyens constatent l'envol de leurs factures, autrefois assises sur des coûts réels de production / transport / distribution, et dorénavant en prise directe avec la spéculation, alors que ce produit qui est en économie de réseau, ne se stocke pas. Ils constatent aussi les profits et dividendes records de nombreux énergéticiens.

La bataille des idées menée par les salariés et leur représentants syndicaux pendant le projet Hercule a eu un écho tel que le sujet de l'énergie est devenu central et politique au sein de la société.

La relance de la filière nucléaire est désormais actée mais pose des questions majeures, de l'amont à l'aval du cycle, dont la première concerne les besoins énormes de compétences au moment où les nouveaux embauchés auront des droits dégradés à la retraite.

Rappelons-nous aussi que nous avons dû subir l'**arrêt de Fessenheim**, à quelques mois d'une pandémie et crise énergétique mondiale à laquelle la France aurait pu bien mieux résister, avec d'autres politiques et décisions qui se sont révélées désastreuses. N'oublions pas que l'Etat devra nous indemniser et que la facture est proche du Md€/an pendant 20 ans !

.../...

Edito ... suite

La fin de ce mandat pourrait aboutir à la fin de la mise en concurrence des concessions hydrauliques (dossier en suspens depuis 2007). Ce serait salubre pour les problématiques autour de la gestion de l'eau et un atout pour conserver un parc pilotable intégré. Cela permet à EDF de conserver une certaine souplesse pour effectuer ses opérations de maintenance rendues nécessaires par des centrales vieillissantes et sur-sollicitées pour fonctionner au rythme des marchés.

Il faut aussi souligner la dynamique intersyndicale qui s'est installée au sein des administrateurs salariés. Car ce n'est pas parce que l'on est **1ère Organisation Syndicale d'EDF** qu'il ne faut pas chercher à convaincre et rassembler autour d'idées communes, pour se donner une chance de réussite supplémentaire dans la défense de l'intérêt social de l'entreprise. Pour la première fois dans l'histoire d'EDF, l'ensemble des administrateurs salariés – en leur nom propre – ont déposé un **recours au Conseil d'Etat** contre la décision sur le supplément d'ARENh, en pleine période de sous production du fait des problèmes de corrosion sous contrainte. Même si nous n'avons pas eu gain de cause, notre dossier était solide. Cette démarche a marqué les esprits, que ce soit par l'union des administrateurs représentant les diverses organisations représentatives du personnel, ou que ce soit par nos convictions et notre détermination forçant quelque part le respect... Reste que le recours de l'ancien PDG reste sans suite, alors que 8 Md€ sont en jeu, sans que cette somme – si elle s'avère redevable – ne soit qualifiable d'aide d'état.

Il fallait bien toute cette force pour contrer l'ancienne équipe de Direction, qui a trop pris le CA pour une chambre d'enregistrement, parfois avec mépris vis-à-vis des administrateurs salariés, au travers de procès d'intention successifs sur une pseudo confidentialité, ou relativement à nos communications vers les salariés dans le but d'essayer de nous museler. Le paroxysme de ce dysfonctionnement a été atteint lors de l'OPA de l'Etat lors d'une séance où les 2 présidents (l'ancien et le futur) ont pris part à un vote dans des circonstances rocambolesques, illustrant les méthodes directives du mandat de JB.Lévy.

Ce ne sont pas moins de 21 communications en moins de 4 ans transmises à vos syndicats de proximité pour vous tenir informés sur nos positions au sein du Conseil d'administration. Nous avons tenu 57 séances sans compter celles des divers comités (Stratégie, Audit, Gouvernance nominations & rémunérations, Actifs dédiés et renouvellement des Engagements de long terme, RSE). Certainement un record !

BILAN DES PARTIES PRENANTES

+ EDF n'est toujours pas une entreprise comme une autre. Avec son parc thermique et hydraulique, c'est le premier producteur d'électricité pilotable en Europe. Nous produisons massivement un bien de première nécessité qui nous confère un statut unique. Pourtant au centre des besoins de chaque usager, son Conseil d'administration a eu du mal à élaborer une véritable stratégie n'en n'ayant tout simplement pas les moyens par la nature des dossiers soumis. En cause : un gouvernement et un état-major d'entreprise, soit en conflit, soit en accord selon les sujets alors que le secteur aurait mérité largement des débats parlementaires dont les résultats auraient été une force vis-à-vis d'une commission européenne toujours prête à affaiblir l'opérateur historique. Sous le sceau d'une pseudo-confidentialité, oubliant souvent la notion « d'intérêt général », l'exercice stratégique n'a véritablement été mis en œuvre que seulement ces derniers mois, pour trouver, selon la nouvelle direction, le meilleur chemin dans le cadre règlementaire restreint existant. Cadre qu'il faudrait modifier pour atteindre une transition énergétique massive, dont les contraintes sont d'un autre temps, celles du tout marché.

Il est temps d'**arrêter les politiques financières de court terme** du début du précédent mandat, qui se sont traduites par une diminution scandaleuse des coûts d'exploitation (Mimosa), tout en maintenant des dividendes excessifs, alors qu'un mur d'investissements attendait l'entreprise. D'autant que le levier d'ajustement qu'a constitué la politique d'acquisitions/cessions s'est révélé désastreux, avec une perte sèche d'une quinzaine de milliards d'euros.

La première urgence est de donner les moyens à EDF d'assurer la production pilotable de demain, pour détendre réellement les tensions sur nos réseaux, source de spéculation irrationnelle sur les marchés. Grâce à une production plus abondante, garantissant l'équilibre en France et en Europe, la France pourrait ainsi en retour négocier le maintien de tarifs réglementés, accessibles et ouverts à tous (usagers, collectivités et entreprises), afin de contrer une désindustrialisation qui a déjà fait trop de dégâts.

Compte tenu de son objet, l'entreprise ne doit pas subir une **gouvernance comme une simple société anonyme**, d'autant que son Comex est composé de directeurs qui sont majoritairement non issus des rangs des salariés avec

un sens de l'intérêt général pas toujours chevillé au corps. Nous déplorons le manque de débats parlementaires ou citoyens, et le fait qu'il n'y ait pas de représentant d'Elus et de consommateurs. Et ce n'est pas le Conseil des « Parties prenantes » (13 personnalités de la société civile), nouvel outil de RSE et de la gouvernance des entreprises – que la loi omet de définir – qui palliera ces déficits.

En outre, **la raison d'être sans le mot « service public »** alors qu'EDF est maintenant étatisée, doit être révisée. Car ce n'est pas sans conséquence sur la motivation des agents au quotidien et sur le sens du, et au travail : nous tenons à notre culture d'entreprise. Car EDF a des enjeux de recrutements de long terme qui nécessitent un fonctionnement en collectif métier, permettant le partage et la transmission des connaissances, à contre sens des méthodes de gestion RH ou financières consistant bien trop souvent à diviser pour mieux régner, via certains managers d'unité dont la seule légitimité est un unique diplôme de gestionnaire/financier en poche. Ce point est crucial pour faire remonter la parole des salariés trop souvent cadenassée par le Président précédent.

Les dernières années montrent que le secteur est devenu hautement risqué pour quiconque s'engage sur une voie industrielle de long terme. C'est pourquoi le meilleur rempart pour l'entreprise est de rester intégrée, afin de mieux amortir aussi bien déconvenues qu'opportunités. L'historique des comptes annuels le prouve.

+ Au Conseil d'Administration, **c'est aussi à l'Etat que nous nous adressons**. Mais notre Etat actionnaire se contente souvent de gérer les risques lorsqu'ils sont avérés, mais il est incapable de les anticiper. D'autant que l'Etat régulateur impose des efforts disproportionnés à son opérateur historique, qu'aucun acteur privé n'accepterait. C'est ce qu'il a fait avec la mise en place de l'ARENh+, au plus mauvais moment pour EDF, sans aucune anticipation, sans même une question sur la revalorisation du prix de l'ARENh classique. Cela a été un désastre pour EDF contraint, dans l'urgence, à racheter des quantités d'électricité sur les marchés. Et tout a été imposé à EDF, y compris le prix de rachat sur ces marchés, alors que la période lui aurait été certainement moins défavorable que les 257 €/MWh imposés arbitrairement.

Le bilan du bouclier tarifaire doit aussi être analysé. Plus de 55 Md€ ont été distribués entre 2022 et 2023, dont une grande partie a été prélevée sur les comptes publics. Ce sont donc tous les contribuables qui ont maintenu un système qui ne profite qu'aux négociants en électricité, alors qu'ils ne participent aucunement à l'équilibre production/consommation. Et cela ne résout en rien les causes de l'augmentation des prix, car demain tout peut recommencer...

L'objectif devrait être de satisfaire tous les usagers, selon leurs besoins, tout en luttant contre les effets du changement climatique. Mais quels leviers restent-il à l'état ? Car toute véritable planification nationale est confisquée par les logiques de marché. Et les subventions publiques, bien trop coûteuses, profitent aux intérêts privés leur garantissant des dividendes exorbitants.

Reste aussi l'épineuse question de la **souveraineté énergétique**. Car les marchés de l'énergie sont désormais assis sur des pénuries, que ce soit pour les filières carbonées ou bas carbone. Nous sommes dans un monde fini où tout doit être examiné, que ce soit pour les matières premières, les matériaux et les savoir-faire. C'est pourquoi l'abandon de la fermeture du cycle nucléaire par ce gouvernement (Arrêt d'Astrid) est certainement une des pires décisions prises durant ce mandat. Le coup d'état au Niger montre que des tensions sur l'uranium sont possibles à tout moment. Et si le rachat de GE Steam est une nécessité pour la filière française, le bilan de sa vente au groupe américain est un fiasco financier et technique avec perte des savoirs faire dont le Président de la République porte seul toute la responsabilité.

Un Etat actionnaire mais qui est loin d'être stratège : la prise de conscience de l'ensemble des acteurs du secteur fait que l'Etat ne peut plus raconter de sornettes. Quelques pépites nous resteront quand même en travers de la gorge. Comme, par exemple, la soi-disant impossibilité de sortir des marchés européens du fait de la nécessité de rester interconnectés à nos frontières. Or, la première interconnexion date de... 1967. Autre exemple, la supposée suppression de l'ARENh qui ferait monter le Tarif Réglementé de Vente d'Electricité. Si mathématiquement et selon la formule actuelle, c'est effectivement vrai, l'Etat a toujours le pouvoir de la modifier dès demain s'il le souhaite.

+ Enfin, **vos administrateurs salariés sont les seuls inscrits dans la durée dans la défense acharnée de l'entreprise**. A ce titre et compte tenu de leur mode de désignation, ils se battent contre un excès de confidentialité, pour pouvoir informer a minima les salariés. Dès 2019, les 2 nouvelles élues ont passé avec succès la certification Sciences PO/IFA afin de maîtriser tous les leviers à leur disposition. **Mais force est de constater que lorsque l'avenir et l'intégrité de l'entreprise sont en jeu, le seul véritable levier de pression vient des salariés : la lutte contre Hercule l'a démontré.**

Car les salariés sont les véritables piliers de l'entreprise : ils investissent en travail efficace là où d'autres investissent en capital (rentable), et en se mobilisant ils se font respecter !

+ En filigrane, à travers la Direction Générale de la Concurrence, la Commission Européenne se positionne comme étant la grande autorité pour réglementer les marchés de l'électricité. En France, elle est représentée par la CRE. Son travail est proche de la caricature quand elle s'arc-boute sur une nécessaire concurrence, sans percevoir les effets à contre sens des exigences climatiques sur les parcs de production européens. Pire, les conséquences de l'arrivée de nouveaux entrants ont engendré une délocalisation des emplois hors d'Europe. Et en France, avec l'augmentation des tarifs de l'électricité, c'est toute l'économie réelle qui est en danger et qui s'affaiblit.

La crise énergétique aurait dû être un coup de semonce pour l'Europe mais elle n'a cure de protéger les peuples européens. Elle propose de réformer les marchés de l'électricité, à la marge, avec des concepts éculés : augmenter les échanges commerciaux et donc favoriser les métiers du négoce, gérer plutôt que de résoudre les problèmes de pénuries par des produits comme l'effacement, ne pas réguler les tarifs et aider - et donc accepter d'isoler - les plus démunis. A croire qu'elle est définitivement allergique au succès passé du modèle français basé sur d'autres valeurs : continuité de service, équité de traitement, péréquation tarifaire avec des prix tirés vers le bas.

Alors que les pays ont encore le choix de leur mix énergétique, ces mauvaises solutions seraient une menace pour la souveraineté énergétique nationale. Elles feraient voler en éclat le concept de réponse aux besoins qu'un gouvernement se doit de traiter auprès de ses administrés. En effet, si les échanges sont transfrontaliers entre acteurs privés, il y a de fortes chances que les états se désresponsabilisent du nécessaire équilibre production/consommation à chaque instant. Rappelons qu'en 20 ans le marché n'a en rien suscité les investissements nécessaires. **A l'aune de probables pénuries et problèmes géopolitiques, il est donc essentiel et urgent que l'Etat envisage de reprendre la main sur l'énergie et électricité et cesse de s'agenouiller devant Bruxelles et ses incantations libérales.**

Les principaux dossiers vus au Conseil

Pendant ce mandat, si nous saluons la victoire des salariés pour le projet de reconversion Ecocombust à Cordemais, nous regrettons l'abandon de la génération 4 de réacteurs nucléaires (Astrid) et la fermeture de Fessenheim. Il faudra d'ailleurs bien veiller à ce que l'indemnisation signée avec l'Etat, désormais actionnaire à 100%, ne finisse pas en pertes et profits pour EDF : d'ici 2040 cela représente la bagatelle de 25 Md € à 100 €/MWh... et c'est une estimation minimale !

PRODUCTION

+ **Un parc hydraulique** qui souffre d'une maintenance toujours pas à la hauteur des services apportés au réseau. Il faut investir pour jouer un rôle central dans le **stockage de masse** d'électricité et pour rendre plus efficiente la production d'énergie renouvelable intermittente. En ce sens, pour répondre aux injonctions européennes, la piste ouverte à passer les ouvrages en régime d'autorisation stopperait les mises en concurrence alors qu'EDF – et le pays – se doivent d'investir dans les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP).

+ **Parc nucléaire en exploitation** : si l'allongement de la durée de fonctionnement du parc 1 300MW à 50 ans est à saluer, la sûreté doit toujours rester au centre de nos préoccupations. C'est pourquoi nous revendiquons un **devoir d'alerte renforcé** pour les salariés de la filière. En outre, les rapports de sûreté doivent être approfondis et les mesures proposées mises en œuvre en dehors de toutes considérations économiques. En effet, elles synthétisent et anticipent souvent les difficultés de terrain. Les propos de l'ancien PDG, fustigeant en pleine séance de CA les pouvoirs de l'ASN au détriment d'un « bon sens » économique, ont choqué plus d'un administrateur : cela traduit les priorités d'alors, essentiellement focalisées sur les résultats financiers. Cela ne doit plus avoir cours ! En cela, le projet de fusion de l'IRSN avec l'ASN est un projet hors sol annoncé brutalement. Nous devons avoir comme seule boussole un renforcement des moyens pour la sûreté car la séparation actuelle a démontré toute son efficacité en termes de sûreté !

C'est aussi une forme de déni des conséquences des baisses répétées d'OPEX, alors que nos centrales conçues pour produire en base, suivent maintenant des régimes de fonctionnement avec des variations poussées de charge. Ce n'est pas sans conséquences sur l'état de leurs composants. En ce sens, le rapport d'expertise du CSEc, portant sur la baisse de disponibilité du parc, servira d'appui à de nouvelles revendications.

+ **Relance du nucléaire** : Si nous avons trouvé une situation désastreuse de la filière à notre prise de mandat, les effets de la crise énergétique ont montré la nécessité de la relancer au-delà du renouvellement du parc existant. Ce feu vert gouvernemental permet d'envisager le renouvellement du parc existant. La filière ne peut s'organiser sereinement au gré d'accords/désaccords politiques ou d'entreprises. Elle a **besoin de continuité dans la durée de son plan de charge**, que ce soit pour EDF, les équipementiers et les sous-traitants et bien au-delà d'échéances électorales. D'autant qu'elle est soumise à des risques industriels qui nécessitent d'avoir une solidité certaine, sous contrôle de la maîtrise publique. La situation économique d'Orano – tout comme Framatome / Areva en son temps – le démontre. Et le dossier de reprise du fabricant de turbines à vapeur GE Steam, que nous avons approuvé, montre également les limites du désengagement de l'Etat sur une filière pourtant hautement stratégique pour le pays.

En outre, l'acceptabilité de la filière se construit également dans la durée auprès des citoyens. Et ce doit être un objectif de chaque instant qui ne doit pas concerner que les phases de débats publics. D'autant qu'on ne peut pas dire que ceux concernant le stockage des déchets hautement radioactifs (Cigeo), la piscine de stockage de Flamanville, l'EPR2 de Penly aient été exemplaires... Des questions de fond sur l'amont et l'aval du cycle restent à traiter et ce sont l'ensemble des entreprises concernées qui doivent y répondre de façon collégiale et la plus transparente possible.

Si le Plan Excell d'EDF s'assimile à de « l'orgawashing », Flamanville 3 a été victime de trop d'erreurs stratégiques manifestes. Le partenariat initial avec l'Allemagne était déjà une erreur, mais Flamanville a également payé le creux d'investissement de la filière qui s'est traduit par la perte d'un tissu industriel qui nous fait tant défaut aujourd'hui. D'une culture de partenariat dans les années 70/80, nous sommes passés à une culture de mise en concurrence permanente, alors même que le plan de charge pour la filière manquait de visibilité. Par ailleurs, les choix décidés sur papier, sans concertation avec les salariés, ont fait passer notre filière nucléaire d'une **organisation « métier »** qui avait pourtant fait ses preuves (plusieurs tranches mises en service/an), à une organisation matricielle, puis en mode « projet », dont on peut ré-interroger l'utilité, pour des aménagements dont la priorité reste la maîtrise technique. Si contenir les coûts et les plannings se comprend, cela devait-il se faire au détriment d'une culture métiers ? En ce sens, vos administrateurs CGT continueront avec force à défendre les bienfaits et la plus-value d'une ingénierie intégrée.

+ **Un futur programme nucléaire à l'international qui ouvre des perspectives mais qui en termes de charge mettra forcément les équipes en tension permanente et pour plusieurs années**, avec déjà un taux de sous-traitance trop élevé : il est fort à craindre des pertes de savoir-faire et de retours d'expérience qui pèseront sur la crédibilité d'EDF en tant qu'architecte ensemblier ...

Et si l'aventure **HPC** outre-manche coûte très cher à EDF, ce ne sont pas aux salariés d'en supporter les conséquences. Allons rechercher ceux qui ont pris la décision de se lancer dans cette aventure qu'EDF ne pouvait ni supporter en termes de mises à disposition de compétences (charge), ni en termes de financement (sur fonds propres), avec des risques politiques, de partenariats et de gouvernance qui pèsent très lourds aujourd'hui dans les comptes. Car d'une autorisation initiale à dépenser 18 Md€, la facture globale s'élève aujourd'hui à 32 Md€. Soit une belle marge de progression pour gagner ne serait-ce qu'en crédibilité. Pour ces raisons, bien qu'à l'origine opposés au projet HPC, cette mandature nous a donné l'occasion de voter sur des rallonges budgétaires que nous ne pouvions refuser une fois le projet lancé.

SIZEWELL C doit mettre à profit l'expérience d'HPC. Et si ce n'est pas, en soi, une mauvaise idée, il reste 2 dimensions qui interrogent au-delà du partenariat et du financement avec le gouvernement anglais : le taux de répliquabilité d'un site sur l'autre (ainsi que l'articulation des plannings), et la capacité d'EDF à faire, sachant que la France ne doit pas en faire les frais et ne subir aucun retard sur les EPR2.

L'offre **DUKOVANY** en Tchéquie a créé de réels débats internes. En effet, stratégiquement, vos administrateurs CGT pensent que disposer d'un palier 1 200 MW est quasi indispensable et pourrait également avoir un intérêt en France pour les sites refroidis en rivière. Mais la capacité à faire reste la même que pour les autres projets à l'international. Enfin, **JAITAPUR** en Inde nous pose énormément de questions sur le rôle d'EDF, soi-disant limité à l'ingénierie, mais avec d'énormes responsabilités qui seront à assumer. D'autant que l'Inde n'est pas un pays réputé facile même s'il est prometteur en termes de besoins.

+ En ce qui concerne les **SMR** (Small Modular Reactor), le projet NUWARD de 340 MWe (2x170 MWe), fruit du partenariat entre EDF, Edvance, TechnicAtome, Naval Group, CEA, Framatome et Tractebel, avec un objectif d'économie d'échelle par effet de série retient notre attention. Mais la concurrence internationale est déjà bien avancée sur le sujet et le réveil français plus que tardif. Et si on comprend les besoins de modules de petites puissances, le risque de dissémination du nucléaire est un réel problème. D'autant que la tendance à le banaliser, avec éventuellement des financements privés, iront à l'encontre d'une maîtrise publique et d'une sûreté garantie. Au travers de cet objet, c'est une financiarisation poussée de la filière nucléaire que nous craignons.

INTERNATIONAL

Avec EDF 100% public, il est temps de remettre à plat notre stratégie. Compte tenu de ses liens avec l'Etat français, EDF a une obligation de service public et se doit d'être vertueuse avant d'être compétitive. Que ce soit dans ses partenariats ou sur l'impact de ses projets en termes environnementaux et sociétaux. Le coût de 13,5 \$/MWh produit par le plus puissant projet solaire au monde : 2 000 MW (Al Dhafra à Abu Dhabi), auquel EDF participe à 20%, nous interroge sur ce que ça signifie pour les travailleurs, en particulier ceux chez les équipementiers. Dans quelles conditions sociales sont produites et installées les cellules photovoltaïques chinoises au Moyen Orient ?

Investir à l'international doit nous interroger sur la nature de notre mission. Si c'est un relai à des plans de charge en souffrance comme ce fut le cas au Cameroun (le plus important partenariat public/privé d'aménagement hydraulique sur le continent africain), notre participation est justifiée. D'autant que les gains serviront en partie à réinvestir dans un autre ouvrage sur le territoire, les besoins sur place étant très loin d'être satisfaits. C'est donc une véritable coopération qui s'y déroule, loin de ce qui est envisagé par ailleurs, en particulier au Mozambique avec ... Total Energies, notre principal concurrent en France et qui ne brille pas par son bilan carbone.

Vos administrateurs CGT sont encore plus perplexes sur les investissements en aménagements renouvelables intermittents qui ne font pas tourner beaucoup d'usines en France. Purement financiers et contractuels, leur revente se fait parfois quelques mois après leur mise en service. C'est un modèle fragile où les risques sont importants. Les expériences au Mexique et au Texas le montrent. Ces projets ne présentent que peu de plus-value industrielle pour la France et relèvent d'une pure ingénierie financière. On ne peut que regretter qu'en 10 ans, EDF n'ait pas su régler la question du fabricant de panneau photovoltaïques Photowatt, abandonnant totalement les salariés et leurs compétences alors que l'Europe et le gouvernement ne cessent d'évoquer la nécessité d'avoir des giga factories... Chez Photowatt la direction d'EDF Renouvelables joue lâchement la carte de l'usure : le nombre de salariés est passé de 400 à 170. Il existe un autre modèle économique à créer, et qui ne se limite pas qu'à acheter des panneaux PV en Chine. Vos administrateurs CGT ont alerté directement le PDG en l'exhortant à trouver une solution qui pourrait être politique et régionale, à partir d'un dossier rédigé par les représentants des salariés eux-mêmes.

TRANSPORT ET DISTRIBUTION

RTE et ENEDIS ont des conseils de surveillance avec aussi des administrateurs salariés (AS) dans la gestion et tous les AS CGT sont en lien. Le distributeur nous a présenté sa stratégie au CA (voir LA.97). Nombreux sont les salariés d'Enedis ou RTE qui se posent la question du rattachement de leur entreprise à la maison mère. Beaucoup n'y voient qu'une ponction de dividendes et une gestion financière des sociétés filles et préféreraient conserver cet argent dans la filiale pour améliorer les conditions de travail qui se dégradent. De plus les délégations de service public sont de moins en moins bien remplies, dans des territoires de plus en plus vidés des emplois. Par contre RTE comme Enedis revendiquent clairement leur souhait de servir tous les acteurs des marchés, reléguant EDF à un acteur comme un autre.

AVAL DU SECTEUR : COMMERCES ET SERVICES

Vos administrateurs CGT ont craint l'hémorragie de la clientèle d'EDF avec la perte de 100 000 clients par mois vécue par la direction sortante comme pas très importante (compte tenu de la faiblesse de la commercialisation dans la chaîne de valeur d'EDF : les €, rien que les € ...) La crise énergétique a inversé la tendance, d'autant que certains négociants ont la fâcheuse tendance à lâcher leurs clients quand la hausse des prix sur les marchés est avérée, pour revendre leurs kWh au prix le plus fort. Dans toutes les situations, c'est EDF qui reste le fournisseur refuge. Mais au lieu de proposer des offres au TRVE, EDF a proposé majoritairement des offres de marchés. Nous avons dénoncé ce point car il n'est pas dans notre ADN de pratiquer des politiques boutiquières comme les autres fournisseurs... même s'il est vrai que l'entreprise a su en tirer profit.

En ce qui concerne les services, Dalkia a présenté une stratégie qui pose problème : elle ajuste ses effectifs au gré des contrats gagnés, affichant donc une stratégie de très court terme. Il en découle une difficulté à recruter, accentuée par des salaires et garanties collectives insuffisantes, alors que l'efficacité énergétique est une composante majeure de la transition énergétique. Il en est de même, hélas, pour presque toutes les filiales du groupe.

*A la fin de notre mandat, se détache une constante sur laquelle EDF et ses filiales doivent travailler. Nous décelons clairement une **difficulté dans notre capacité à contractualiser** : trop de dossiers montrent des faiblesses surtout dans l'appréhension des risques (et des opportunités). Si nous devons garder confiance et optimisme dans l'avenir, l'instabilité et la géopolitique de l'énergie montrent que nous devons prendre grands soins de l'ensemble des enjeux et renforcer l'examen des clauses juridiques. Ceci est particulièrement le cas dans les dossiers d'acquisitions et de cessions.*